

**Commerce extérieur - Réponse de
M. Bruno Le Maire, ministre de
l'économie et des finances, à une
question au gouvernement à
l'Assemblée nationale**
(Paris, 14 février 2018)

(Question sur les résultats du commerce extérieur)

Monsieur le Député, je partage votre constat sur le déficit commercial extérieur français. Personne ici ne peut être fier de la situation : cela fait dix-sept ans que le déficit commercial extérieur de la France ne cesse de se creuser. Quelles que soient les politiques menées depuis dix-sept ans, le résultat est le même : ce déficit se creuse. Personne ne peut se résigner à cette situation, qui est un signe de faiblesse de notre industrie, de faiblesse de notre économie. Nous sommes totalement déterminés à y remédier, et je vous invite à y participer.

Remédier au problème de compétitivité de l'économie française, c'est d'abord réduire les coûts de production. C'est ce que nous avons fait en poursuivant la politique de baisse des charges.

C'est ce que nous ferons en transformant le CICE en allègement de charges pérenne, car mieux vaut un allègement de charges définitif qu'un crédit d'impôt pouvant être remis en cause à chaque projet de loi de finances.

Mais l'enjeu majeur, et vous le savez mieux que personne, c'est d'améliorer la qualité de nos produits, c'est d'innover, c'est d'investir, c'est de mettre des innovations de rupture technologique dans chacun des produits exportés par la France. Nous avons décidé, avec le Premier ministre, de sanctuariser le crédit d'impôt recherche. Nous avons mis en place, pour la première fois, un fonds pour l'innovation de rupture, doté de 10 milliards d'euros, dont le produit permettra de financer ces innovations de rupture qui doivent permettre à la France de rester en tête de la maîtrise des nouvelles technologies.

Nous sommes en passe de réorganiser l'ensemble des filières industrielles françaises. Outre la filière aéronautique - là encore, vous la connaissez mieux que personne -, qui est structurée et organisée, ce sont toutes les filières industrielles françaises qu'il faut organiser, structurer pour les rendre plus compétitives, plus innovantes et leur permettre d'exporter. Nous gagnerons cette bataille du commerce extérieur./.

(Source : site Internet de l'Assemblée nationale)